

Politique relative aux honoraires du producteur et aux frais d'administration

En vigueur à compter du 1^{er} avril 2008

Esprit et objet de la politique

La majorité des producteurs se trouvent confrontés à des défis de taille au moment de mettre en place le financement du développement et de la production de projets et, la plupart du temps, se voient dans l'obligation de renoncer à une rémunération raisonnable. La présente politique vise à assurer aux producteurs une juste rémunération pour leur travail d'une part en imposant généralement dans les devis de production des seuils minimaux pour les honoraires du producteur et les frais d'administration et, d'autre part, en limitant le report, l'investissement et/ou la réduction de leur paiement.

La présente politique cherche également à atteindre un juste équilibre entre la rémunération raisonnable, l'accumulation d'avantages pour les individus ayant un droit de propriété dans la production et les ressources limitées qu'offre le Fonds canadien de télévision (FCT). En principe, l'objectif de la présente politique est d'éviter la négociation entre la société de production et le FCT en fournissant aux producteurs des directives claires quant aux coûts qu'ils peuvent inclure dans leur devis de production.

Dans les cas où la présente politique semble être appliquée de façon à inscrire dans le devis de production des frais supérieurs au plafond établi pour les honoraires du producteur et les frais d'administration, le FCT s'en remettra à la définition du terme « producteur » pour décider si les honoraires de la personne doivent demeurer dans le plafond établi.

Balises visant à assurer la rémunération adéquate des producteurs

Le FCT n'encourage pas les producteurs à réduire leurs honoraires et leurs frais d'administration ou, encore, à en reporter le paiement pour boucler le financement de la production.

Ainsi, pour le marché de langue anglaise, le FCT n'autorisera pas de différés ou d'investissement du producteur et/ou de réductions de plus de 25 % des honoraires maximums du producteur et des frais d'administration autorisés lorsque le producteur ne présente pas une structure financière viable. Le télédiffuseur devra également chercher à financer la production sans recourir à des différés, des investissements ou des réductions. À cette fin, le télédiffuseur devra démontrer que :

- les droits de diffusion prévus dans la structure financière sont supérieurs à leur moyenne historique pour le type d'émissions et pour le format de production; et
- la contribution maximale tirée de l'enveloppe de rendement du télédiffuseur a été engagée dans la production (ou à défaut d'avoir suffisamment de fonds dans son enveloppe pour engager le montant maximal de contribution, le télédiffuseur a utilisé tous les fonds disponibles restants dans l'enveloppe).

Les balises au niveau des différés ne visent pas à empêcher le producteur de soumettre une structure financière viable prévoyant un investissement, un différé et/ou une réduction de plus de 25 % de ses honoraires et de ses frais d'administration, différé qui pourrait plus tard être remplacé par d'autres fonds confirmés.

Le FCT effectuera un suivi attentif du niveau des différés, investissements et/ou réductions du producteur dans les projets qui bénéficient de son soutien financier. Si les différés et/ou réductions des investissements du producteur sont d'une façon constante, supérieurs au seuil établi dans le paragraphe précédent, le FCT révisera la présente politique de manière à y ajouter d'autres critères de protection.

Plafond pour les honoraires du producteur et les frais d'administration

La présente politique vise à assurer la rémunération adéquate des producteurs pour le rôle qu'ils jouent dans la production en exigeant généralement que le devis de production prévoie un niveau donné d'honoraires du producteur et de frais d'administration dans la plupart des situations. Ainsi, pour faire en sorte que les producteurs reçoivent une rémunération adéquate pour leur rôle dans la production, le devis de production doit généralement inclure la totalité des honoraires du producteur et des frais d'administration admissibles.

Le plafond pour les honoraires du producteur et pour les frais d'administration est généralement établi à 20 % des sections B+C du devis de production, sauf pour les productions à petit budget (soit de moins de 500 000 \$). Pour ces productions, le plafond a été fixé à 30 %.

Au-delà de ces pourcentages, le plafond a été établi à 1,2 million de dollars par projet. Dans le cas des séries de plus de 13 heures (13 épisodes d'une heure ou 26 épisodes de 30 minutes), ce plafond doit être majoré proportionnellement.

Ces pourcentages et leur valeur en dollars représentent le montant maximal admissible et correspondent à ce qu'on appelle le « plafond ». Pour une coproduction internationale en vertu d'accords officiels, ce plafond est calculé sur la part canadienne des sections

B+C du devis de production et s'applique exclusivement aux honoraires du producteur et aux frais d'administration canadiens.

Honoraires à inclure dans le plafond

Les règles qui suivent s'appliquent à toutes les personnes détenant un droit de propriété dans la production, et ce, même si elles n'ont pas droit à une mention de producteur au générique.

Tous les honoraires de producteur (on entend ici du producteur exécutif, du producteur, du coproducteur, du producteur associé), les autres honoraires relatifs à la gestion de la production (ex. : directeur de la production, superviseur de la postproduction) et tous les honoraires pour des fonctions qui pourraient incomber à un producteur (ex. : honoraires d'un expert-conseil) versés à des personnes ayant un droit de propriété dans la société de production doivent être inclus dans le plafond.

Les honoraires liés à d'autres postes de production (ex. : scénariste, *showrunner*, réalisateur, acteur) qui se révèlent supérieurs au niveau historique moyen et qui sont versés à des personnes détenant un droit de propriété dans la production doivent être inclus dans le plafond.

Honoraires pouvant être exclus du plafond

Les honoraires des producteurs et des autres gestionnaires de production ne détenant aucun droit de propriété dans la production (y compris les producteurs internes) peuvent être exclus du plafond dans la mesure où l'esprit et l'objet de la présente politique sont respectés. Tous les autres honoraires versés au personnel de production ne détenant aucun droit de propriété dans la production peuvent être exclus du plafond.

La rémunération des personnes détenant un droit de propriété dans la production peut être exclue du plafond établi lorsque les fonctions exercées ne sont habituellement pas dévolues à un producteur (ex. : scénariste, *showrunner*, réalisateur, acteur), à condition que tous les honoraires supérieurs au niveau historique moyen soient inclus dans le plafond.

Tout montant dépassant ces limites sera inclus dans le plafond.

Honoraires versés aux partenaires financiers

Les honoraires d'intermédiation pour l'organisation du financement de la production ou pour son exploitation commerciale (incluant les frais de financement intercalaire excessifs) doivent figurer dans le plafond. Par ailleurs, les frais versés à des tiers qui assument des responsabilités normalement dévolues à un producteur et destinés aux partenaires financiers (dont le télédiffuseur, les distributeurs et les agences) doivent être inclus dans le plafond sinon être déduits du financement récupérable desdits partenaires financiers.

Inscription des honoraires dans le devis de production

Les honoraires versés à une personne détenant un droit de propriété dans la production et qui assume des fonctions de producteur (ex. : producteur exécutif, producteur, coproducteur, producteur associé) ou, encore, de gestion de la production (ex. : directeur de la production, superviseur de la postproduction) doivent être inscrits dans la section A du devis de production aux fins du calcul du plafond des honoraires du producteur et des frais d'administration (ils sont également inclus dans le plafond).

Les honoraires du producteur ou des gestionnaires de la production qui ne figurent pas dans le plafond peuvent être inscrits dans la section B ou C du devis de production.

Frais d'administration

Les frais d'administration constituent un poste général regroupant différents postes budgétaires (ex. : loyer des locaux du siège social, dépenses d'entretien et de réparation, achat de matériel de bureau, fournitures, salaires du personnel administratif, dépenses pour droits d'adhésion à des associations professionnelles qui ne sont pas spécifiquement liées à la production). Ces frais correspondent à un montant fixe que le FCT acceptera sans présentation de pièces justificatives (Frais d'administration fixes). Toutefois, le montant global imputé au poste « Frais d'administration fixes » ne doit pas dépasser le Plafond des honoraires du producteur et des frais d'administration. Par ailleurs, les producteurs doivent être en mesure de justifier toutes dépenses administratives en plus des « Frais d'administration fixes » figurant ailleurs dans le devis de production. Le FCT devra approuver par écrit et au préalable ces dépenses administratives additionnelles. Les dépenses administratives spécifiquement engagées pour la production ne sont généralement pas inscrites sous le poste « Frais d'administration fixes » (ex. : loyer pour le bureau de production temporaire, salaires des employés de la société de production pour le temps consacré à la production, frais de certification du BCPAC [à la condition que les crédits d'impôt soient inclus dans le financement de la production]).

Demandes d'aide au développement

Les honoraires du producteur et les frais d'administration d'un budget de développement doivent représenter 20 % des coûts directs pour les honoraires du producteur et 20 % des coûts directs pour les frais d'administration. Les coûts directs comprennent toutes les dépenses de développement admissibles sauf les suivantes :

- honoraires du producteur et frais d'administration;
- part des honoraires du scénariste qui dépasse le niveau historique moyen.

Les frais suivants ne peuvent être imputés aux devis de développement :

- frais de levée d'option ou d'achat de droits d'une personne détenant un droit de propriété dans la production;

- honoraires du scénariste supérieur au niveau historique moyen versés à une personne détenant un droit de propriété dans la production (des exceptions sont possibles lorsque la feuille de route du scénariste justifie l'imposition d'honoraires supérieurs au niveau historique moyen à des producteurs non affiliés);
- honoraires pour l'exercice de toute fonction normalement dévolue à un producteur.

Définitions

Droit de propriété :

Droit de propriété direct ou indirect dans la société de production ou dans toute entité détenant un droit de propriété direct ou indirect dans la société de production, y compris des sociétés apparentées, des succursales et des sociétés mères, conférant à son détenteur un droit de regard ou une influence significative dans le processus de prise de décisions de la société de production.

Producteur :

Un individu qui contrôle et qui est le principal responsable des décisions ayant trait à la production, et ce, du début jusqu'à la fin. Les indicateurs sous mentionnés sont utilisés pour déterminer si une personne exerce les fonctions du producteur principal. Le producteur participe normalement aux activités suivantes et en assume la responsabilité ultime :

- achat et/ou développement significatif de l'histoire;
- choix des responsables de l'écriture du scénario ou de la bible de la série;
- sélection, embauche et licenciement des principaux artistes et du personnel-clé de création;
- préparation, révision et approbation finale du devis de production;
- tous les dépassements;
- engagement de la société de production à l'égard des contrats des artistes et des membres de l'équipe;
- organisation du financement de la production;
- supervision du tournage ou de l'enregistrement et de la postproduction;
- contrôle créatif final;
- dépenses de production;
- comptes bancaires liés à la production (pouvoir de signature exclusif et inconditionnel); et
- organisation de l'exploitation commerciale de la production.

L'exercice des fonctions de producteur délégué et de directeur de la production ne confère pas le statut de producteur.